

braucht es vielleicht nicht – wäre damit ausgesagt, daß die bischöfliche Autorität, die mindestens nach der heutigen katholischen Lehre ebenso göttlichen Rechts ist wie die päpstliche, nur eine Teilhabe an der Vollgewalt des Papstes und von ihm verliehen sei. Dann wären die Bischöfe nur Beamte des Papstes. Wenn man von den Griechen verlangte, daß sie diese höchst fragwürdige These als Glaubensartikel beschwören sollten, dann überforderte man sie einfach, und zwar völlig zu Unrecht, und erschwerte damit die Union unnötig, ja man machte sie unmöglich.

Das hätte der Verfasser klarer sagen sollen. Er hebt mit Recht und sehr gut hervor, und diese Feststellung ist von fundamentaler Wichtigkeit, daß das Glaubensbekenntnis keine Definition des Konzils ist (S. 169), und kritisiert es, daß man in ihm lateinische Theologumena den Griechen als katholische Glaubenssätze aufzuzwingen suchte (S. 163). Daß die von den Lateinern unter Ausnützung der politischen Verhältnisse den Griechen einfach aufdiktierten Unionsbedingungen die Wiedervereinigung von vornherein zum Scheitern verurteilten, wird aus der Darstellung der Ereignisse nach dem Konzil deutlich. Noch mehr schadete der Sache der Union die Verschärfung der Bedingungen durch die Nachfolger Gregors X., die ohne Verständnis für die wahre Lage den Griechen immer härtere Demütigungen auferlegten. Die Schuld Martins IV., der durch seine wesentlich politisch bedingte Exkommunikation Michaels den Zusammenbruch der Union mitverursachte, wird offen zugegeben (S. 233). Der Kaiser Michael wird u. E. doch zu ungünstig beurteilt. Die Union war ihm vielleicht doch nicht bloß eine politische, sondern auch eine religiöse Angelegenheit (vgl. B. Roberg, Die Union zwischen der griechischen und der lateinischen Kirche auf dem II. Konzil von Lyon, Bonn 1964, S. 27/28).

Zum Schluß sei auf einige Unrichtigkeiten hingewiesen, die den Verfassern unterlaufen sind. Es ist nicht zutreffend, wenn (S. 38) behauptet wird, man habe die griechischen Bistümer im lateinischen Reich von Konstantinopel einfach latinisieren wollen. Innozenz III. und das 4. Laterankonzil gestanden doch die Beibehaltung des griechischen Ritus, wenn auch widerwillig, zu (vgl. W. de Vries, Innozenz III. und der christliche Osten, in: Archivum Historiae Pontificiae 3 (1965) 111 ff.). – Der griechische Patriarch David von Antiochien leistete dem Papst tatsächlich nicht Obödienz (vgl. W. de Vries, Innozenz IV. und der christliche Osten, in: Ostkirchliche Studien 12 (1963) 126). – Holstein läßt den französischen König Ludwig IX. zweimal sterben, zuerst (S. 125) fälschlich im Jahre 1250 vor Damiette und dann richtig (S. 144) im Jahre 1270 in Tunis. – Wenn Rudolf von Habsburg wiederholt (S. 134, 149, 227) „empereur d'Allemagne“ genannt wird, so ist das ein grober Anachronismus. Er war bekanntlich lediglich deutscher König. Römischer Kaiser ist er nie geworden. Dazu brauchte es damals noch die Krönung durch den Papst. Ein „empereur d'Allemagne“ widerspricht der ganzen Konzeption der Zeit.

Im ganzen geben uns die Verfasser eine durchaus dankenswerte, gründliche, sachliche und rückhaltlos offene Darstellung der Ereignisse um die beiden Konzilien von Lyon.

Rom

Wilhelm de Vries S.J.

Peter Landau: Die Entstehung des kanonischen Infamiebegriffs von Gratian bis zur Glossa Ordinaria. (= Forschungen zur kirchlichen Rechtsgeschichte und zum Kirchenrecht. 5. Band.) Köln/Graz (Böhlau) 1966. VIII, 176 S., kart.

Stimulé par son maître G. May, dont les excellents travaux sur l'ancien Droit pénal de l'Eglise sont bien connus des spécialistes, l'A. a pris comme sujet de sa Dissertation doctorale (soutenue, en février 1964, devant la Faculté de Droit de l'Université de Bonn) un sujet qui ferait trembler les chercheurs les plus intrépides. Il s'est attaché à suivre les développements de la notion d'*infamia canonica*, de Gratian à la Glose ordinaire de Jean le Teutonique. Il lui a fallu explorer systématiquement une littérature d'accès et d'interprétation difficiles, en grande partie inédite et d'une haute technicité. Il n'a pas ménagé sa peine, consultant près de 90

manuscrits dispersés dans les bibliothèques européennes (Bamberg, Trèves, Berlin, Paris) ou microfilmés par les soins de l'*Institute of Medieval Canon Law* (Yale University). Les textes cités en note ou en appendice à son ouvrage (p. 137-160) permettent de se rendre compte sur quel terrain notre hardi pionnier a poussé ses investigations.

Rufin a donné la première définition précise de l'infamie: il part du terme *fama* et non pas de l'*existimatio* romaine, aux contours juridiques bien assurés. Pour lui, l'infamie est une *diminutio uel consumptio fama* (ad dict. Grat. p. c. 7, C. 2, q. 3). Il est vraisemblable que Rufin a emprunté cette définition aux glossateurs Irnerius ou Martinus.

L'*infamia facti*, qui n'a pas de signification technique en droit romain, a pris une large extension en droit canonique. Si la notion n'apparaît que chez Etienne de Tournai, une glose du ms. de Reims 676 en attribue la paternité à Rufin: *ut enim homines de aliquo male loquuntur*. Il n'y a pas lieu de la distinguer de l'*infamatio* (contrairement à ce qu'ont pu écrire Mühlebach et Löbmann). Provoquée par le *sinister rumor*, elle entraîne une *decoloratio fama*, qui peut atteindre même des innocents: elle sera levée par la *purgatio canonica*, le serment par lequel la victime attestait son innocence: cette procédure est attestée dès les conciles de Tribur, en 895 (c. 22) et d'Erfurt, en 932 (c. 4). La législation d'Innocent III (*Inter sollicitudines*, X, 5, 34, 10) réduisit le rôle de la *purgatio canonica*, relayée désormais par la procédure inquisitoriale et l'audition des témoins. Il est intéressant de signaler que les légistes (Placentin, puis Azon) ont repris aux décrétistes la notion d'*infamia facti*, pour désigner les cas où le Droit romain marquait une atteinte à la bonne réputation (*opinio*), sans prononcer la note d'infamie.

Inversement, les décrétistes sont redevables aux légistes pour leur systématisation de l'infamie *secundum canones*. Généralement, ils distinguent comme eux celle qui naît *ex ipso delicto* ou *ex sententia*. Mais, poussant le raisonnement analogique jusqu'à ses extrêmes conséquences, ils en arrivent à déclarer que tout péché mortel entraîne une *infamia per canones*: *nam iure diuino quod in canones agitur, omnes qui in mortali peccato etiam infames sunt, ut VI q. I, Illi qui, quia in eis lesus status dignitatis humanae. Secundum ius illud fama corrumpitur cum amissa libertate filiorum dei efficitur quis seruus peccati. Qui enim facit peccatum seruus est peccati . . .* (Summa Duacensis ad dict. p. c. 7, C. II, q. III). On saisit, à travers ces lignes, le caractère propre du droit canonique préoccupé de la *salus animarum*, l'étroite imbrication du droit et de la morale; on pressent quels efforts devront être déployés pour distinguer forum iudiciale et forum penitentiale, si l'institution de l'infamia canonica doit produire ses effets juridiques. Elle comportait, en effet, des conséquences sociales redoutables: l'interdiction d'ester en justice, de porter témoignage, de recevoir les ordres, d'accomplir certains actes, d'exercer certaines charges.

En arrêtant, de manière plutôt empirique, un catalogue de délits graves (publics ou occultes) puis en exigeant une sentence condamnatoire ou déclaratoire établissant le délit avec certitude, les décrétistes ont peu à peu précisé les cas de l'infamie canonique (homicide, parjure, sacrilège, hérésie, simonie, incendie – certaines fautes charnelles). Il n'est pas possible d'analyser ici en détail les exposés nuancés où s'affirme progressivement la doctrine des décrétistes. On sera reconnaissant à l'., qui s'est attaché à les suivre avec patience et à noter leurs particularités.

Alors que l'infamia, jusqu'à Gratien, était perpétuelle, les décrétistes ont imaginé toute une gamme de remèdes permettant d'en atténuer ou d'en supprimer les effets. A mesure que le for pénitentiel se différencie, la pénitence se trouve limitée aux délits occultes entraînant infamie. Celle qui provenait d'une sentence nécessitait une *restitutio in integrum* ou une *dispensatio* (réservée au Souverain Pontife pour les délits les plus graves). D'autre part, la promotion à un degré supérieur de l'échelle cléricale libérait au for ecclésiastique des effets de l'infamie contractée du fait du droit séculier, tandis que la *restitutio in integrum* valait aussi bien en droit séculier qu'en droit ecclésiastique (p. 87).

Les développements des décrétistes consacrés à l'infamie permettent de confronter leurs doctrines sur les relations des deux pouvoirs. Rares sont ceux qui professent à cet égard des conceptions entachées d'un monisme absolu (cf. Stickler, *Imperator vicarius Papae*, dans MIOG, 62, 1954, p. 165–212). Ils ont distingué plutôt la compétence du pape et de l'empereur pour la levée des effets juridiques conséquences de l'infamie (alors que Gratien parlait de l'origine de la peine. Même les décrétales *Novit* et *Per venerabilem* d'Innocent III ne furent pas interprétées dans un sens monistique (toutefois Tancredè, ad c. 8 Comp. II, 5, 2, fait exception).

L'ouvrage de P. L. révèle une parfaite maîtrise dans la mise en oeuvre d'une matière délicate, une prudente appréciation des doctrines confrontées, qui n'exclut pas la fermeté des conclusions ou des mises au point (cf. p. 9, 32, 61 . . .). Puisse-t-il être suivi de nombreuses études de la même qualité.

Strasbourg

Charles Munier

Lettres secrètes et curiales du pape Jean XXII (1316–1334) relatives à la France publiées ou analysées d'après les registres du Vatican par A. Coulon et S. Clémencet, VIII^e fasc. (= Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome). Paris (De Boccard) 1965. 142 S.

Urbain V (1362–1370) Lettres Communes analysées d'après les registres dits d'Avignon et du Vatican par les membres de l'École française de Rome sous la direction de P. Gasnault, Tome II fasc. I (1964). Tome II fasc. II par B. Barbiche, Y.-M. Bercé, F. Callu-Turiaf, I. Cloulas, A. Ducrot, J. Favier, M. Hayez et Ch. de Tourtier-Bonazzi sous la direction de M. Hayez. (= Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome). Paris (De Boccard) 1965. 232 S.

Lettres secrètes et curiales du pape Grégoire XI (1370–1378) intéressant les pays autres que la France publiées ou analysées d'après les registres du Vatican par G. Mollat, deuxième fasc. 1963, troisième fasc. tables, 1965. Paris (De Boccard) 177 und 162 S.

Nach einer Pause von drei Jahren folgt der achte Faszikel der sich auf Frankreich beziehenden Sekretbriefe Johanns XXII. mit den Pontifikatsjahren 13 und 14 und den Nummern 3672–4277. Es handelt sich bei den Sekretbriefen um wichtiges politisches Material der Jahre 1328/1330. So kann man hoffen, daß die restlichen Jahre des bedeutsamen Pontifikates noch bearbeitet werden. Wie es allerdings mit dem Material für die außerfranzösischen Länder steht, ist nicht zu erfahren. Freilich ist ein großer Teil der politischen Korrespondenz schon seit der Öffnung des Vatikanischen Archivs in viele landesgeschichtliche Publikationen verstreut erschlossen. Was aber fehlt, ist die Zusammenstellung der Überlieferungen, vor allem der Konzepte, soweit sie noch vorhanden sind oder rekonstruiert werden können.

Auf die Publikation der Kommunbriefe Urbans V. ist in Jahrgang 70 (1959) S. 173 dieser Zeitschrift hingewiesen worden. Damals stand der erste Band zur Besprechung, und ich verweise auf die dortigen Ausführungen über die Sachlage. Nun sind zwei Faszikel des zweiten Bandes erschienen, damit ist aber das erste Pontifikatsjahr noch immer nicht zu Ende. Die neuen Faszikel enthalten die Nummern 4946–6573 und die Abteilungen: de fructibus percipiendis in absentia – de indultis, privilegiis et dispensationibus – de licentia testandi – de litteris communibus – de litteris diversarum formarum. Der Blick auf diese Tausende von Regesten für ein einziges Pontifikatsjahr macht verständlich, daß man auch in der École française de Rome zur Arbeitsteilung übergegangen ist, zumal der Romaufenthalt der Stipendiaten für solche Unternehmungen meist zu kurz bemessen wird.

Im Jahre 1962 hat G. Mollat, der Altmeister der französischen Registerarbeiten im Vatikanischen Archiv, den ersten Faszikel der Sekret- und Kurialbriefe Gregors XI. für die außerfranzösischen Länder vorgelegt. Im zweiten und dritten Faszikel führt er das Werk zu einem glücklichen Ende. Da in den letzten Pontifikatsjahren